

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire

Jean-Charles Ferland, CPA, OMA

Date

1.1 16 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	33
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	35
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	36
Situation financière par organismes	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Avantages sociaux futurs	43

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	54
Analyse des charges consolidées	66

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil
Ville de Boisbriand

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE BOISBRIAND (la « Ville ») incluant ses quotes-parts lui revenant dans les partenariats auxquels elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2025 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 16 juin 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	72 721 150	73 382 656	70 476 051
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 114 182	1 117 942	1 023 635
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 010 278	4 297 515	4 173 034
Services rendus	5	4 102 165	5 111 780	3 993 454
Imposition de droits	6	4 624 500	7 125 400	4 854 225
Amendes et pénalités	7	2 958 328	2 987 589	2 326 410
Revenus de placements de portefeuille	8	2 125 000	2 011 444	3 128 584
Autres revenus d'intérêts	9	(31 258)	253 552	1 013 933
Autres revenus	10	750 391	1 747 867	484 041
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	92 374 736	98 035 745	91 473 367
Charges				
Administration générale	14	17 283 937	16 975 099	14 636 556
Sécurité publique	15	23 250 501	22 666 638	22 598 554
Transport	16	10 587 570	14 423 814	13 714 449
Hygiène du milieu	17	14 322 169	18 176 318	18 500 379
Santé et bien-être	18	294 980	272 498	261 273
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 245 682	2 043 567	1 976 462
Loisirs et culture	20	12 898 325	14 803 214	13 946 554
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 426 193	3 238 857	3 223 643
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	84 309 357	92 600 005	88 857 870
Excédent (déficit) lié aux activités	25	8 065 379	5 435 740	2 615 497
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		176 122 636	173 507 139
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		176 122 636	173 507 139
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		181 558 376	176 122 636

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	58 678 331	51 756 370
Débiteurs (note 5)	2	18 422 530	21 278 545
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	249 809	221 976
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	906 726	1 388 700
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	78 257 396	74 645 591
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	22 547 049	18 835 053
Revenus reportés (note 11)	12	4 327 768	3 776 245
Dette à long terme (note 12)	13	76 027 810	77 354 735
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		773 024
Autres passifs (note 14)	15	335 000	335 000
	16	103 237 627	101 074 057
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(24 980 231)	(26 428 466)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	205 135 662	201 496 126
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	80 880	85 172
Stocks de fournitures	20	346 467	316 709
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	975 598	653 095
	23	206 538 607	202 551 102
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	181 558 376	176 122 636
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	181 558 376	176 122 636
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	181 558 376	176 122 636
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	8 065 379	5 435 740	2 615 497
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	15 522 824)(	9 260 463)
Produit de cession	3		21 922	11 085
Amortissement	4		11 883 288	11 647 103
(Gain) perte sur cession	5		(21 922)	(9 220)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 639 536)	2 388 505
Variation des propriétés destinées à la revente	9		4 292	
Variation des stocks de fournitures	10		(29 758)	33 297
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(322 503)	26 478
	13		(347 969)	59 775
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	8 065 379	1 448 235	5 063 777
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(26 428 466)	(31 492 243)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(26 428 466)	(31 492 243)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(24 980 231)	(26 428 466)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 435 740	2 615 497
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	11 883 288	11 647 103
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations corporelles	4.1	(21 922)	(9 220)
▪ Provision pour moins-value / Réduction de valeur	4.2	20 189	19 364
	5	17 317 295	14 272 744
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 856 015	2 459 688
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 650 287	(1 023 821)
Revenus reportés	9	551 523	179 730
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(291 050)	445 534
Propriétés destinées à la revente	11	4 292	
Stocks de fournitures	12	(29 758)	33 297
Autres actifs non financiers	13	(322 503)	26 478
	14	22 736 101	16 393 650
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(14 461 115)	(8 753 376)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	21 922	11 085
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(14 439 193)	(8 742 291)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(48 022)	(53 755)
Remboursement ou cession	21		59 593
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(48 022)	5 838
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	16 818 296	20 899 539
Remboursement de la dette à long terme	26	(18 194 918)	(26 947 257)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	49 697	(67 551)
Autres			
▪ Autres	29.1		(2)
	30	(1 326 925)	(6 115 271)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	6 921 961	1 541 926
Solde déjà établi	32	51 756 370	50 214 444
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	51 756 370	50 214 444
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	58 678 331	51 756 370

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boisbriand est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis selon les Normes comptables pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les partenariats auxquels elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs et passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des partenariats auxquels elle participe.

Organismes	Opérations courantes		Situation financière	
	2025	2024	2025	2024
Régie intermunicipale de police Thérèse-de Blainville	34,48 %	34,11 %	30,73 %	30,47 %
Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert	25 %	25 %	25 %	25 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent entre le positif et le négatif, les placements à court terme liquides exclus des placements de portefeuille ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse, s'il y a lieu.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des revenus reportés sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues.

Assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de sites contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif à l'assainissement des sites contaminés lorsque les critères suivants sont remplis :

- la contamination dépasse une norme environnementale existante ou dès que la Ville en est informée;
- il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif à l'assainissement des sites contaminés comprend les coûts estimatifs directement attribuables à la réhabilitation des sites contaminés.

Différentes méthodes sont utilisées pour estimer les coûts des activités d'assainissement. Pour chaque site, le coût estimé a été majoré pour tenir compte du degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement. Compte tenu de l'incertitude quant à la période au cours de laquelle les activités d'assainissement seront menées, la Ville n'actualise pas ces coûts.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service d'un bâtiment patrimonial n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ce bâtiment en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ce bâtiment est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ce bâtiment sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers consolidés de la Ville.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur et, le cas échéant, toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations ou d'amélioration.

Catégorie	Méthode	Durée
Infrastructures	Linéaire	entre 10 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	40 ans
Améliorations locatives	Linéaire	durée restante du bail
Véhicules	Linéaire	entre 5 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	entre 4 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	Linéaire	entre 5 et 20 ans
Autres	Linéaire	5 ans

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus autres que les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Ces revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et ses organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la Ville de Boisbriand n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs aux retraités (assurance-vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, etc.).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (« la Loi ») en rejetant tous les appels et appels incidents sur ce débat. Le jugement de la Cour supérieure du Québec est donc maintenu et les dispositions de la Loi permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités sont jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes. Une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu et ne visera que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1er janvier 2017. Puisque l'indexation automatique des rentes des retraités au sens de la Loi n'a pas été suspendue, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - à titre de mesure d'allègement pour le coût relié aux services passés découlant du rétablissement de l'indexation automatique des rentes des retraités au sens de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* : sur une durée équivalente au financement de ce déficit additionnel (15 ans à compter de l'année 2025).

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes municipales à recevoir, taxes à la consommation, mutations, amendes et pénalités à recevoir et subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, retenues et dépôts de garanties et provisions et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise. Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte de la durée et de l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Ville a choisi de ne pas inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers consolidés de la Ville exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation, des réclamations en justice, l'assainissement des sites contaminés, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 029 859	5 271 719
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	55 648 472	46 484 651
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	58 678 331	51 756 370
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	58 678 331	51 756 370
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	24 749 727	23 950 258
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	8 330 331	17 215 900

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	4 186 673	4 447 184
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	285	285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 406 196	8 288 249
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	537 030	4 914 870
Organismes municipaux	13	1 174 924	546 539
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	3 005 558	1 884 083
▪ Amendes et pénalités	14.2	581 607	536 323
▪ Facturation diverse et autres	14.3	530 257	661 012
	15	18 422 530	21 278 545
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 602 681	4 907 782
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	4 602 681	4 907 782
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	842 120	565 788
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	5 457 821	5 514 184
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	834 009	944 959
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	309 741	375 986
Ministère de la Culture et des Communications	26	161 054	261 080
Autres ministères/organismes	27	1 643 571	1 192 040
	28	8 406 196	8 288 249

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations, les amendes et pénalités et les subventions à recevoir est d'un montant de 532 401 \$ (2024 - 614 714 \$).

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,85 % à 4,07 % et viennent à échéance de 2026 à 2045. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2026	436 031 \$
2027	327 707 \$
2028	339 950 \$
2029	352 653 \$
2030	334 258 \$
2031 et plus	2 812 082 \$

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	249 809	221 976
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	249 809	221 976
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Entente concernant l'achat en commun d'assurances de dommages des villes et régies des MRC Mirabel et Thérèse-De Blainville et de la Ville de Saint-Eustache. Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective. La quote-part de la franchise versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicomis chez Desjardins Valeurs mobilières.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ (part de la Ville : 614 600 \$) portant intérêt sur avances au taux de base de la Banque de Montréal moins ½ pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie. De plus, une facilité de crédit MasterCard d'un montant de 50 000 \$ (part de la Ville : 15 365 \$) est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	6 690 263	5 043 698
Salaires et avantages sociaux	45	5 469 167	5 174 222
Dépôts et retenues de garantie	46	4 830 211	3 403 477
Provision pour contestations d'évaluation	47	4 110 289	3 270 479
Autres			
▪ Organismes municipaux	48.1	496 026	514 759
▪ Intérêts courus sur la dette long terme	48.2	539 858	475 814
▪ Gouvernement du Québec et ses entreprises	48.3	40 048	32 021
▪ Autres	48.4	371 187	920 583
	49	22 547 049	18 835 053

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer et les avantages sociaux futurs à payer, est d'un montant de 16 450 769 \$ (2024 - 12 960 731 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Ministre des transports et de la mobilité durable	55.1	281 400	137 700
▪ Ministre de la culture et des communications	55.2	28 769	20 466
▪ Ministre de l'agriculture, pêcheries et alimentation	55.3	42 500	25 000
▪ Autres	55.4	9 681	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	2 555 424	2 272 381
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	306 039	324 202
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	398 395	276 370
Autres			
▪ Fonds de stationnement	62.1	153 000	153 000
▪ Autres	62.2	552 560	567 126
	63	4 327 768	3 776 245

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 283 045 \$ (2024 - 280 212 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 30 859 \$ (2024 - 78 944 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 0 \$ (2024 - 7 803 \$) et 49 022 \$ (2024 - 151 223 \$).

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 362 350 \$ (2024 - 183 166 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement aux travaux afférents à des infrastructures routières, au développement des transports actifs dans les périmètres urbains, au développement culturel, à l'élaboration d'un plan de développement territorial et sectoriel et au soutien au rayonnement des régions. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 208 503 \$ (2024 - 83 800 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Ville respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 29 319 \$ (2024 - 35 462 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,50	2036	2045	64	76 282 831	77 579 453
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	1,50	1,50	2027	2027	69	160 000	240 000
					70	76 442 831	77 819 453
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (	415 021)(	464 718)
					72	76 027 810	77 354 735

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		9 334 422		80 000	9 414 422
2027	74		8 394 182		80 000	8 474 182
2028	75		7 553 319			7 553 319
2029	76		7 118 618			7 118 618
2030	77		6 422 819			6 422 819
2031 et plus	78		37 459 471			37 459 471
	79		76 282 831		160 000	76 442 831
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		76 282 831		160 000	76 442 831

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements pour les 5 prochaines années sont les suivants :

2026	5 240 000 \$
2027	4 883 000 \$
2028	7 623 000 \$
2029	9 342 000 \$
2030	8 272 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	906 726	615 676
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	906 726	615 676
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 621 184	3 515 774
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	6 002	4 508
Régimes de retraite des élus municipaux	89	77 052	77 013
	90	2 704 238	3 597 295

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	335 000	335 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94	335 000	335 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	32 794 273	17 511		32 811 784
Eaux usées	102	122 128 487	456 223		122 584 710
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	120 066 720	614 265		120 680 985
Autres					
▪ Autres	104.1	63 237 965	2 287 162		65 525 127
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	44 777 630	1 223 948		46 001 578
Améliorations locatives	107	7 414	51 610		59 024
Véhicules	108	12 568 428	1 507 311	137 412	13 938 327
Ameublement et équipement de bureau	109	9 021 836	681 871	70 448	9 633 259
Machinerie, outillage et équipement divers	110	10 039 541	2 320 503	48 311	12 311 733
Terrains	111	12 698 119	4 600		12 702 719
Autres	112	170 703			170 703
	113	427 511 116	9 165 004	256 171	436 419 949
Immobilisations en cours	114	12 103 044	6 357 820		18 460 864
	115	439 614 160	15 522 824	256 171	454 880 813
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	11 970 708	819 785		12 790 493
Eaux usées	117	66 788 283	2 861 251		69 649 534
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	74 476 484	3 345 754		77 822 238
Autres					
▪ Autres	119.1	43 879 466	1 905 953		45 785 419
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	17 676 081	1 099 414		18 775 495
Améliorations locatives	122	1 441	4 917		6 358
Véhicules	123	8 041 576	781 297	137 412	8 685 461
Ameublement et équipement de bureau	124	8 016 747	433 592	70 448	8 379 891
Machinerie, outillage et équipement divers	125	7 096 545	631 325	48 311	7 679 559
Autres	126	170 703			170 703
	127	238 118 034	11 883 288	256 171	249 745 151
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	201 496 126			205 135 662
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	80 880	85 172
	135	80 880	85 172
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	80 880	85 172

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	975 598	652 650
Autres			
▪ Autres	144.1		445
	145	975 598	653 095

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée, d'après des contrats de services et de location à long terme, à verser un montant total de 38 885 521 \$. Les paiements minimums exigibles sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2026	9 870 675 \$
2027	7 460 646 \$
2028	6 887 725 \$
2029	6 215 737 \$
2030 et années suivantes	8 450 738 \$

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand un versement de 1 865 215 \$. Les paiements minimums exigibles sont les suivants :

	Loyers	Contrats	Total
2026	154 040 \$	168 444 \$	322 484 \$
2027	157 120 \$	164 292 \$	321 412 \$
2028	160 263 \$	146 644 \$	306 907 \$
2029	163 468 \$	63 717 \$	227 185 \$
2030 et années suivantes	687 227 \$	0 \$	687 227 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2030 donnant lieu à des droits contractuels. Les montants seront encaissés au cours des prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2026	563 734 \$
2027	580 646 \$
2028	598 065 \$
2029	616 007 \$
2030	51 459 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans le cadre de ses opérations, la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville a signé une entente de services d'un centre d'appels et de répartition secondaire incendie. Cette entente a été renouvelée en 2023 pour une période de 10 ans et prévoit des revenus représentant pour la Ville de Boisbriand :

2026	134 678 \$
2027	138 718 \$
2028	142 880 \$
2029	147 166 \$
2030 et années suivantes	591 826 \$

De plus, dans le cadre d'un programme d'aide financière pour la mise en oeuvre du projet pour une ressource dédiée à la violence conjugale, le Ministère de la Sécurité publique s'est engagé à verser une somme de 145 000 \$ (part de la Ville : 49 992 \$) à la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville. Également, dans le cadre d'un programme d'aide financière pour la mise en oeuvre du programme de soutien aux pratiques policières concertées en matière de santé mentale et l'itinérance, le Ministère de la Sécurité publique s'est engagé à verser les sommes suivantes :

	Part de la Ville
2026	39 649 \$
2027	41 373 \$

Dans le cadre de ses opérations, la Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Les revenus estimatifs pour les 5 prochains exercices représentent pour la Ville de Boisbriand une somme de 187 251 \$ et se répartissent comme suit :

2026	104 684 \$
2027	23 336 \$
2028	23 740 \$
2029	20 860 \$
2030 et années suivantes	14 631 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions, réclamations et contestations estimées à 9,9 M \$. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible la situation financière. Au moment de la mise au point définitive des états financiers consolidés, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. La Ville a tout de même provisionné à ces états financiers consolidés un montant de 4,3 M \$ relativement à ces réclamations. La provision est présentée dans les créditeurs et charges à payer.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les flux de trésorerie, la Ville a acquis des immobilisations corporelles au montant de 2 270 306 \$, présentées dans les créditeurs et charges à payer, au 31 décembre 2025 (2024 - 1 208 596 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les partenariats auxquels elle participe, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes municipales, des taxes à la consommation, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières reconnues ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025 (administration municipale)	2025 (consolidé)	2024 (consolidé)
Non en souffrance	228 609 \$	338 456 \$	382 200 \$
En souffrance :			
moins de 3 mois	20 875 \$	128 623 \$	128 232 \$
de 3 à 6 mois	(2 911) \$	(2 911) \$	5 445 \$
de 7 à 12 mois	49 544 \$	49 544 \$	144 899 \$
plus de 12 mois	121 925 \$	121 925 \$	90 239 \$
Sous-total	418 042 \$	635 637 \$	751 015 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(103 236) \$	(103 236) \$	(136 301) \$
Total	314 806 \$	532 401 \$	614 714 \$

Les variations du compte de provision pour créances douteuses, au cours de l'exercice, s'établissent comme suit :

	2025 (administration municipale)	2025 (consolidé)
Solde au début	136 301 \$	136 301 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	20 542 \$	20 542 \$
Montants recouverts	(40 357) \$	(40 357) \$
Comptes à recevoir radiés au cours de l'exercice	(13 250) \$	(13 250) \$
Solde à la fin	103 236 \$	103 236 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

Total au 31 décembre 2025 (consolidé) :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31 décembre 2025
	2026	2027-2028	2029-2030	2031 et +	(consolidé)
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	14 195 278 \$	2 255 491 \$	0 \$	0 \$	16 450 769 \$
Dette à long terme	9 414 422 \$	16 027 501 \$	13 541 437 \$	37 459 471 \$	76 442 831 \$
Total	23 609 700 \$	18 282 992 \$	13 541 437 \$	37 459 471 \$	92 893 600 \$

Total au 31 décembre 2025 (administration municipale) :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31 décembre 2025
	2026	2027-2028	2029-2030	2031 et +	(administration municipale)
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	12 970 825 \$	2 255 491 \$	0 \$	0 \$	15 226 316 \$
Dette à long terme	9 295 000 \$	15 774 000 \$	13 337 000 \$	37 334 000 \$	75 740 000 \$
Total	22 265 825 \$	18 029 491 \$	13 337 000 \$	37 334 000 \$	90 966 316 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Total au 31 décembre 2024 (consolidé) :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31 décembre 2024
	2026	2027-2028	2029-2030	2031 et +	(consolidé)
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	11 418 705 \$	1 542 026 \$	0 \$	0 \$	12 960 731 \$
Dette à long terme	9 556 129 \$	16 997 249 \$	13 586 075 \$	37 680 000 \$	77 819 453 \$
Total	20 974 834 \$	18 539 275 \$	13 586 075 \$	37 680 000 \$	90 780 184 \$

Total au 31 décembre 2024 (administration municipale) :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31 décembre 2024
	2026	2027-2028	2029-2030	2031 et +	(administration municipale)
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	10 319 097 \$	1 542 026 \$	0 \$	0 \$	11 861 123 \$
Dette à long terme	9 430 000 \$	16 864 000 \$	13 454 000 \$	37 680 000 \$	77 428 000 \$
Total	19 749 097 \$	18 406 026 \$	13 454 000 \$	37 680 000 \$	89 289 123 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix courant. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont composés de la dette à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et les emprunts temporaires.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

27. Événements postérieurs à la date du bilan

En février 2024, la Ville a accepté une offre d'achat d'une partie non liée afin de céder un de ses terrains, en contrepartie d'un montant de 5,6 M \$ qui sera payable au comptant. Le transfert de l'immeuble devrait se réaliser au courant de l'année 2026. Toujours en février 2024, le conseil municipal a résolu d'affecter le produit éventuel de la cession du terrain au remboursement des soldes des emprunts contractés pour l'acquisition de ce terrain et au remboursement des soldes d'autres emprunts, et a résolu d'affecter le solde résiduel du produit de la vente pour la réalisation de travaux de construction, sur le territoire de la ville, d'une nouvelle caserne pour le Service de sécurité incendie de la Ville de Boisbriand.

28. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	70 476 051	72 721 150	73 327 307		73 327 307
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 023 635	1 114 182	1 117 942		1 117 942
Quotes-parts	3					8 482 662
Transferts	4	3 126 731	3 948 202	3 921 408		4 034 446
Services rendus	5	3 225 636	2 935 347	4 209 936		5 111 780
Imposition de droits	6	4 846 422	4 624 500	7 125 400		7 125 400
Amendes et pénalités	7	2 316 050	1 751 629	3 041 558		2 987 589
Revenus de placements de portefeuille	8	3 128 584	2 125 000	2 007 566		2 011 444
Autres revenus d'intérêts	9	924 236	(71 985)	195 315		253 552
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		660 487	767 149		767 149
Autres	11	134 743	27 500	668 714		77 858
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	89 202 088	89 836 012	96 382 295		11 226 511
						97 483 181
Investissement						
Taxes	14			55 349		55 349
Quotes-parts	15					
Transferts	16	766 656		263 069		263 069
Imposition de droits	17	7 803				
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19	153 322		234 146		234 146
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	927 781		552 564		552 564
	23	90 129 869	89 836 012	96 934 859		11 226 511
						98 035 745

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus	24	90 129 869	89 836 012	96 934 859		11 226 511	98 035 745
Charges							
Administration générale	25	14 131 293	17 283 937	16 510 882	606 683		16 975 099
Sécurité publique	26	20 312 855	21 272 976	21 261 514	566 435	10 659 671	22 666 638
Transport	27	9 357 717	10 587 570	10 014 846	4 408 968		14 423 814
Hygiène du milieu	28	14 531 273	14 322 169	14 076 826	4 099 492		18 176 318
Santé et bien-être	29	261 273	294 980	272 498			272 498
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 967 126	2 245 682	2 036 614	6 953		2 043 567
Loisirs et culture	31	11 578 319	12 474 660	12 448 042	1 827 382	689 967	14 803 214
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	3 111 538	3 335 766	3 195 780		43 077	3 238 857
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	11 340 540	10 716 661	11 515 913 (	11 515 913)		
	36	86 591 934	92 534 401	91 332 915		11 392 715	92 600 005
Excédent (déficit) lié aux activités	37	3 537 935	(2 698 389)	5 601 944		(166 204)	5 435 740

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 537 935	(2 698 389)	5 601 944	(166 204)	5 435 740
Moins : revenus d'investissement	2 (	927 781)	) (	552 564)	) (	552 564)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 610 154	(2 698 389)	5 049 380	(166 204)	4 883 176
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	11 340 540	10 716 661	11 515 913	367 375	11 883 288
Produit de cession	5	2 231		15 361	6 561	21 922
(Gain) perte sur cession	6	(2 231)		(15 361)	(6 561)	(21 922)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	11 340 540	10 716 661	11 515 913	367 375	11 883 288
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			4 292		4 292
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			4 292		4 292
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	56 173				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	18 515		15 585	4 604	20 189
	15	74 688		15 585	4 604	20 189
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	9 138 627)	9 600 751)	9 411 063)	192 126)	9 603 189)
	18	(9 138 627)	(9 600 751)	(9 411 063)	(192 126)	(9 603 189)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	271 775)	193 002)	541 988)	32 574)	574 562)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	510 363	1 487 080	247 905	11 718	259 623
Excédent de fonctionnement affecté	21	218 610	150 000	670 489	282 087	952 576
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 613 666)	138 401	(656 732)	(31 180)	(687 912)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(84 578)	(84 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 156 468)	1 582 479	(280 326)	145 473	(134 853)
	26	1 120 133	2 698 389	1 844 401	325 326	2 169 727
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 730 287		6 893 781	159 122	7 052 903

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	927 781	552 564		552 564
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	205 207)(	388 433)(	) (	388 433)
Sécurité publique	3 (	527 983)(	1 436 455)(	270 712)(	1 707 167)
Transport	4 (	4 559 266)(	6 405 897)(	) (	6 405 897)
Hygiène du milieu	5 (	1 511 460)(	4 488 982)(	) (	4 488 982)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	79 115)(	36 336)(	) (	36 336)
Loisirs et culture	8 (	2 105 860)(	2 460 777)(	35 232)(	2 496 009)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	8 988 891)(	15 216 880)(	305 944)(	15 522 824)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	46 058)(	37 520)(	10 502)(	48 022)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 687 873	8 028 169	503 504	8 531 673
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	271 775	541 988	32 574	574 562
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	644 469	2 757 822	35 232	2 793 054
Excédent de fonctionnement affecté	17	3 376 276	2 499 000		2 499 000
Réserves financières et fonds réservés	18	1 865 800	1 022 000		1 022 000
	19	6 158 320	6 820 810	67 806	6 888 616
	20	811 244	(405 421)	254 864	(150 557)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 739 025	147 143	254 864	402 007

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	Administration municipale	2025	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	50 976 110		57 785 516		892 815	58 678 331
Débiteurs (note 5)	2	21 183 092		18 382 943		581 640	18 422 530
Prêts (note 6)	3						
Placements de portefeuille (note 7)	4	199 535		221 470		28 339	249 809
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	1 388 700		1 469 700		(562 974)	906 726
Autres actifs financiers (note 8)	7						
	8	73 747 437		77 859 629		939 820	78 257 396
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 9)	10						
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	18 323 146		21 864 649		1 224 453	22 547 049
Revenus reportés (note 11)	12	3 766 701		4 309 413		18 355	4 327 768
Dette à long terme (note 12)	13	76 963 282		75 324 979		702 831	76 027 810
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14						
Autres passifs (note 14)	15	335 000		335 000			335 000
	16	99 388 129		101 834 041		1 945 639	103 237 627
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(25 640 692)		(23 974 412)		(1 005 819)	(24 980 231)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations corporelles (note 15)	18	199 963 545		203 664 512		1 471 150	205 135 662
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	85 172		80 880			80 880
Stocks de fournitures	20	316 709		346 467			346 467
Actifs incorporels achetés (note 17)	21						
Autres actifs non financiers (note 18)	22	603 277		812 508		163 090	975 598
	23	200 968 703		204 904 367		1 634 240	206 538 607
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	20 219 360		21 908 010		522 540	22 430 550
Excédent de fonctionnement affecté	25	7 647 018		7 630 462		199 133	7 829 595
Réserves financières et fonds réservés	26	6 698 419		8 384 633		65 264	8 449 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (		) (		807 584) (	807 584)
Financement des investissements en cours	28	13 035 180		10 177 307		(148 103)	10 029 204
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	127 728 034		132 829 543		797 171	133 626 714
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30						
	31	175 328 011		180 929 955		628 421	181 558 376
Obligations contractuelles (note 19)							
Droits contractuels (note 20)							
Passifs éventuels (note 21)							
Actifs éventuels (note 22)							

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	28 937 346	28 436 140	36 168 804	34 297 817
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	7 109 950	7 152 018	8 797 712	9 222 701
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	463 965	402 347	620 178	644 191
Autres biens et services	8	29 956 984	28 316 770	27 870 416	26 164 106
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 899 322	2 635 170	2 668 093	2 713 592
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	161 066	278 199	278 199	103 239
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	281 361	282 411	292 565	406 812
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	11 382 303	11 401 162	3 080 677	2 922 293
Transferts	15				
Autres	16	206 400	203 775	41 598	39 037
Autres					
Transferts	17				
Autres	18			50 227	47 777
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	10 716 661	11 515 913	11 883 288	11 647 103
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Subventions et dons	21.1	344 456	381 929	381 929	495 724
▪ Mauvaises créances	21.2	2 000	275 248	384 529	96 885
▪ Autres	21.3	72 587	51 833	81 790	56 593
	22	92 534 401	91 332 915	92 600 005	88 857 870

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	22 430 550	20 853 143
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 829 595	7 904 823
Réserves financières et fonds réservés	3	8 449 897	6 732 157
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	807 584)(	892 162)
Financement des investissements en cours	5	10 029 204	12 632 560
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	133 626 714	128 892 115
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	181 558 376	176 122 636
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	21 908 010	20 219 360
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	522 540	633 783
	11	22 430 550	20 853 143
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Programme triennal d'immobilisations	12.1	3 000 000	3 281 900
▪ Équilibre budgétaire	12.2	1 693 327	1 487 080
▪ Fonds de soutien à la communauté	12.3	1 154 138	1 159 538
▪ Transport collectif	12.4	371 461	718 500
▪ Fonds climat et développement durable	12.5	1 246 250	1 000 000
▪ Projets en cours	12.6	165 286	
	13	7 630 462	7 647 018
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget - exercice subséquent	14.1	184 510	257 805
▪ Engagements	14.2	14 623	
	15	199 133	257 805
	16	7 829 595	7 904 823

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17	339 140	246 502
Autres			
▪ Renouvellement et mise aux normes des infrastructures municipales	18.1	1 535 673	1 228 003
▪ Déneigement	18.2	390 416	131 537
▪ Matières résiduelles	18.3	501 707	520 129
	19	2 766 936	2 126 171
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	4 000 000	4 000 000
Organismes contrôlés et partenariats	24	64 956	33 738
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	1 617 697	351 604
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28	308	
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		220 644
Autres			
▪	32.1		
	33	5 682 961	4 605 986
	34	8 449 897	6 732 157

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	21 818)(	44 486)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	785 766)(	847 676)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(	)
	41 (	807 584)(	892 162)
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪	45.1 (	)(	)
	46 (	807 584)(	892 162)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(	)
Autres			
▪	54.1 (	)(	)
	55 (	)(	)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61		
	62 (	807 584)(	892 162)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	15 738 015	16 849 802
Investissements à financer	64 (	5 708 811)(	4 217 242)
	65	10 029 204	12 632 560
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	205 135 662	201 496 126
Propriétés destinées à la revente	67	80 880	85 172
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	249 809	221 976
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	205 466 351	201 803 274
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	205 466 351	201 803 274
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	76 027 810)(	77 354 735)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	415 021)(	464 718)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	4 602 681	4 907 782
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	513	512
	79 (	71 839 637)(	72 911 159)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	71 839 637)(	72 911 159)
	82	133 626 714	128 892 115

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ce résumé des dispositions du régime reflète tous les amendements au régime, jusqu'aux modifications découlant de la lettre d'entente numéro 27 entre la Ville de Boisbriand et le SCFP, le SPQ et l'APCVB et la modification au Règlement RV-1677-1 sur le régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand adopté le 2 décembre 2025.

Retraite normale

65 ans

Retraite sans réduction de rente

Cadres* et cadres désignés :

- Avant 2020 : 58 ans et 80 points**
- À partir du 1er janvier 2020 : 59 ans et 84 points**

** Nonobstant ce qui précède, pour les employés cadres, l'âge de retraite facultatif est de 65 ans pour les services avant 1996*

*** Sujet à un maximum de 60 ans d'âge sans restriction de points pour toutes les retraites prises à compter du 1er janvier 2020 par les participants actifs*

Cols bleus/blancs : 62 ans

Pompiers : 60 ans

Retraite anticipée

Cadres et cadres désignés :

- À compter de 55 ans mais avant 80 points, la réduction pour anticipation est de :
 - 1/2 % par mois pour les 60 premiers mois;
 - 1/3 % par mois pour les mois suivants

Calcul du nombre de mois d'anticipation : nombre de mois entre la retraite et 80 points, sujet à un minimum de 58 ans (84 points et sujet à un minimum de 59 ans pour le service acquis à compter du 1er janvier 2020). Nonobstant ce qui précède, le nombre de mois d'anticipation pour un employé cadre est par rapport à 65 ans pour le service avant 1996.

Cols bleus/blancs et pompiers :

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- À compter de 58 ans (56 ans pompiers) mais avant 62 ans (60 ans pompiers), la réduction pour anticipation est de :
 - 1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)
- À compter de 55 ans mais avant 58 ans, la réduction pour anticipation est de :
 - Service antérieur au 1er janvier 2007 :
 - 1/2 % par mois* pour les 60 premiers mois;
 - 1/3 % par mois* pour les mois suivants
 - Service à compter du 1er janvier 2007 :
 - 1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

* Nombre de mois entre la retraite et 65 ans

Créances de rente

Cadres et cadres désignés :

- Années de service reconnu avant le 1er janvier 1996 : 2 % du salaire de l'année 2001. Pour chaque période complète de 4 mois de travail après la date de retraite facultative, l'année de référence est augmentée d'une année;
- Années de service reconnu après le 1er janvier 1996 : 2 % des trois meilleurs salaires précédant la retraite.

Cols bleus/blancs à compter du 1er janvier 2017 :

1. Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989
2. Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du salaire de l'année
3. Années de service reconnu après le 31 décembre 2006 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

De plus, le participant (sauf les pompiers qui n'y ont pas droit) reçoit une rente temporaire égale à la somme de :

- 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et
- 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010

La somme de 1. et 2. ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

Pompiers à compter du 1er janvier 2017 :

1. Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989
2. Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du salaire de l'année
3. Années de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2023 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite
4. Années de service reconnu après le 31 décembre 2023 : 2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

De plus, le participant (sauf les pompiers qui n'y ont pas droit) reçoit une rente temporaire égale à la somme de :

- 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et
- 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010

La somme de 1. et 2. ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

À compter du 1er janvier 2020, la formule de rente devient un salaire final par catégorie (cadres et cadres désignés, cols bleus / cols blancs et pompiers).

Prestation de cessation d'emploi

Au choix :

1. Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.
2. Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue au choix 1.

De plus, une indexation préretraite est prévue jusqu'à 55 ans selon 50 % de l'IPC pour les cols bleus, les cols blancs et les pompiers et une indexation jusqu'à l'âge de la retraite pour les cadres et cadres désignés égale à 100 % de l'IPC.

À compter du 1er janvier 2018, l'acquittement de la prestation de cessation de service se fera en proportion du degré de solvabilité sujet à un maximum de 100 % pour les participants qui opteront pour le transfert de la valeur de leurs droits à l'extérieur du régime.

Prestations de décès avant la retraite

Participation antérieure au 31 décembre 1990 :

- remboursement des cotisations salariales avec intérêts et 60 % de la rente créditée

Participation postérieure au 31 décembre 1990 :

- remboursement de la valeur actuarielle de la rente différée

Une rente sera offerte au conjoint du participant décédé en remplacement du transfert de la prestation de décès. Ainsi, si le conjoint opte pour le transfert de la valeur des droits, ce dernier sera acquitté en proportion du degré de solvabilité.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Prestations de décès après la retraite

Cadres et cadres désignés (avant le 1er janvier 2014) :

- 60 % réversible au conjoint. En l'absence d'un conjoint, la rente est garantie durant 180 versements.

Autres employés et cadres désignés à compter du 1er janvier 2014 :

- la rente est garantie durant 120 versements.

Invalidité

Crédits de rente basés sur salaire au début de l'invalidité.

Exonération des cotisations salariales sauf à compter de 2017.

Cotisations

Salariales :

- Cadres et cadres désignés : 50 % du coût de service courant de la catégorie incluant la cotisation de stabilisation
- Cols bleus/blancs : 50 % du coût de service courant de la catégorie incluant la cotisation de stabilisation
- Pompiers : 50 % du coût de service courant de la catégorie incluant la cotisation de stabilisation

Patronale :

Solde de la cotisation d'exercice (sous réserve d'une utilisation du surplus permise par le régime et la législation) plus cotisations d'équilibre.

Indexation annuelle garantie - Après la retraite (années de service avant le 1er janvier 2014)

Cadres et cadres désignés :

- Rentes accumulées avant le 1er janvier 1990 : selon l'IPC, maximum 1 %
- Rentes accumulées entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1996 : selon l'IPC, maximum 3 %

Cols bleus/blancs :

- Rentes accumulées entre le 1er janvier 2007 et le 1er janvier 2014 : 50 % de l'IPC

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Indexation annuelle - Après la retraite (service à compter du 1er janvier 2014)

L'indexation accordée par le fonds de stabilisation est sujette aux limites imposées par les législations applicables. Cette indexation est accordée pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle aux rentes servies au cours de cette période. Le taux d'indexation effectivement accordé est d'un maximum de 50 % de l'indice des prix à la consommation pour toutes les années antérieures à la date de l'évaluation actuarielle. Les parties pourraient convenir d'un taux d'indexation supérieur à 50 % conformément à l'article 10.8.2 d) du Règlement.

Fonds de stabilisation - Cols bleus/blancs, cadres, cadres désignés et pompiers (années de service à compter du 1er janvier 2014)

Un fonds de stabilisation est mis en place à compter du 1er janvier 2014 et remplace l'indexation garantie des rentes après la retraite. Il est financé par la différence positive entre le coût du service courant avec une indexation après la retraite égale à 100 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et le coût du service courant sans une telle indexation.

Lorsque possible, le fonds de stabilisation et les cotisations de stabilisation sont utilisés pour acquitter toute cotisation d'équilibre relative à un déficit actuariel technique établie par une évaluation actuarielle.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

Les dispositions du régime de retraite se trouvent dans le rapport financier de la régie.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	615 676	1 061 210
Charge de l'exercice	4 (	2 621 184)(	3 515 774)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 912 234	3 070 240
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	906 726	615 676
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	106 819 666	96 924 704
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	107 258 798)(	97 145 307)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(439 132)	(220 603)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 345 858	836 279
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	906 726	615 676
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	906 726	615 676
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	34 546 666	31 831 704
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	34 985 798)(	32 052 307)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	439 132)(	220 603)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	5 236 354	5 047 912
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		830 920
	20	5 236 354	5 878 832
Cotisations salariales des employés	21 (	2 836 612)(	2 759 974)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	)
	23	2 399 742	3 118 858
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	222 892	315 843
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 622 634	3 434 701
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	6 009 776	5 411 488
Rendement espéré des actifs	32 (	6 011 226)(	5 330 415)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(1 450)	81 073
Charge de l'exercice	34	2 621 184	3 515 774
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	8 697 622	8 301 595
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	6 011 226)(	5 330 414)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	2 686 396	2 971 181
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(3 476 416)	(1 261 502)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	4 558 208	4 715 594
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	107 149 666	97 598 704
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	222 000	219 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	14 384 393	13 553 611
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	19	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	12	13
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	30	31
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,96 %	5,95 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,95 %	5,81 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,97 %	2,84 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert contribue au REER des employés permanents à la hauteur de la cotisation de l'employé, jusqu'au maximum de 5 % du salaire brut de l'employé.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	6 002	4 508
Autres régimes	115		
	116	6 002	4 508

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	17	17

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	22 746	22 690
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	77 052	77 013
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	77 052	77 013

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	48 564 858	49 227 987	49 227 987	46 591 134
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	9 631 024	9 762 387	9 762 387	9 612 281
Activités de fonctionnement	3	249 422	253 889	253 889	247 202
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	1 292 790	1 314 279	1 314 279	1 219 401
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	59 738 094	60 558 542	60 558 542	57 670 018
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12				
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	3 338 770	3 309 835	3 309 835	3 652 973
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16				
Autres					
▪ Transport en commun	17.1	2 271 067	2 243 392	2 243 392	2 191 956
▪ Eau et assainissement	17.2	6 038 109	5 956 924	5 956 924	5 724 426
Centres d'urgence 9-1-1	18	170 745	181 212	181 212	168 073
Service de la dette	19	1 164 365	1 077 402	1 077 402	1 068 605
Pouvoir général de taxation	20				
Activités de fonctionnement	21				
Activités d'investissement	22		55 349	55 349	
	23	12 983 056	12 824 114	12 824 114	12 806 033
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	24				
Autres	25				
	26				
	27	12 983 056	12 824 114	12 824 114	12 806 033
	28	72 721 150	73 382 656	73 382 656	70 476 051

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	148 500	150 065	150 065
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	586 000	592 261	592 261
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	734 500	742 326	632 803
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	134 620	134 975	134 975
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	134 620	134 975	131 117
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	245 062	240 641	240 641
	46	245 062	240 641	259 715
	47	1 114 182	1 117 942	1 023 635

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	13 524	13 524	
Sécurité publique				
Police	49		98 622	228 123
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52	7 426	7 426	
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	4 000	4 000	12 560
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	59 941	3 966	5 817
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	3 564		8 224
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	153 346	53 292	51 393
Traitement des eaux usées	66	28 891	40 584	15 409
Réseaux d'égout	67	208 502	130 771	80 810
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	135 000	146 468	383 463
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77	10 500	10 500	
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	34 145	47 964	53 392
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	117 500	134 934	128 197
Autres	86	32 500	44 450	32 004
Réseau d'électricité	87			
	88	773 389	637 879	741 929
				1 014 420

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	14 000	14 000	38 595
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			100 000
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106			
Traitement des eaux usées	107			569 955
Réseaux d'égout	108			58 106
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113	242 712	242 712	
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	6 357	6 357	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	263 069	263 069	766 656

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 130				
Péréquation 131				
Neutralité 132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 134	1 100 000	1 208 716	1 208 716	950 481
Fonds de développement des territoires 135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 136				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 137	2 074 813	2 074 813	2 074 813	1 437 231
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 138				
Autres 139			8 988	4 246
	3 174 813	3 283 529	3 292 517	2 391 958
TOTAL DES TRANSFERTS 141	3 948 202	4 184 477	4 297 515	4 173 034

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			168
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			168
Sécurité publique				
Police	146	151 966	149 644	1 522
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	327 537	1 211 862	389 068
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	479 503	1 361 506	390 590
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	145 900	132 839	135 205
Réseau de distribution de l'eau potable	159	18 100	18 608	18 458
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161	41 000	31 403	25 808
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	205 000	182 850	179 471

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			63 087
	179			63 087
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180		65 613	
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183		65 613	
Réseau d'électricité	184			
	185	684 503	1 544 356	1 460 325
				633 316

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	186	44 660	89 809	127 881	85 545
Évaluation	187	33 600	50 030	50 030	33 086
Autres	188	44 234	126 409	251 705	217 162
	189	122 494	266 248	429 616	335 793
Sécurité publique					
Police	190	20 000	27 071	528 303	413 540
Sécurité incendie					
Premiers répondants	191				
Autres	192	131 062	151 657	151 657	173 914
Sécurité civile	193				
Autres	194				
	195	151 062	178 728	679 960	587 454
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	196				
Enlèvement de la neige	197	9 305	96 246	96 246	3 373
Autres	198	18 500	34 457	34 457	86 843
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	199	32 000	38 674	38 674	29 438
Transport adapté	200				
Transport scolaire	201				
Autres	202	29 858	26 578	26 578	20 020
Autres	203				
	204	89 663	195 955	195 955	139 674
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205				
Réseau de distribution de l'eau potable	206				
Traitement des eaux usées	207				
Réseaux d'égout	208		369	369	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	209				
Matières recyclables	210	4 000	2 357	2 357	2 936
Autres	211	5 000	6 016	6 016	5 650
Cours d'eau	212				
Protection de l'environnement	213				
Autres	214		37 321	37 321	89 523
	215	9 000	46 063	46 063	98 109

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224		321 275	294 682
	225		321 275	294 682
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	911 199	974 706	930 921
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	11 935	17 379	38 609
Autres	228	955 491	986 501	934 896
	229	1 878 625	1 978 586	1 904 426
Réseau d'électricité	230			
	231	2 250 844	2 665 580	3 360 138
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 935 347	5 111 780	3 993 454

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 233	423 000	656 927	656 927	368 607
Droits de mutation immobilière 234	4 200 000	6 468 473	6 468 473	4 476 641
Droits sur les carrières et sablières 235				7 803
Autres 236	1 500			1 174
	237	4 624 500	7 125 400	4 854 225
AMENDES ET PÉNALITÉS 238	1 751 629	3 041 558	2 987 589	2 326 410
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 239				
	2 125 000	2 007 566	2 011 444	3 128 584
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 240	(71 985)	195 315	253 552	1 013 933
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 241		15 361	21 922	9 220
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 243		21 600	21 600	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 244				
Contributions des promoteurs 245				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 246				
Contributions des organismes municipaux 247				
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 248	660 487	767 149	767 149	
Autres 249	25 500	105 898	105 898	3 216
Redevances réglementaires 250		92 160	92 160	6 655
Autres 251	2 000	667 841	739 138	464 950
	252	687 987	1 747 867	484 041
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 253				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025			Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2025	2024	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 402 767	1 404 142	960	1 405 102	1 405 102	1 446 123
Greffe et application de la loi	2	2 213 435	2 823 311	679	2 823 990	2 823 990	2 619 761
Gestion financière et administrative	3	2 918 800	2 809 085	10 133	2 819 218	2 676 752	2 021 752
Évaluation	4	400 000	295 358		295 358	295 358	142 208
Gestion du personnel	5	1 594 210	1 681 433	647	1 682 080	1 682 080	1 535 298
Autres							
▪ Technologie de l'information (TI)	6.1	2 435 128	2 174 571		2 174 571	2 174 571	1 970 461
▪ Élection	6.2	384 000	363 375		363 375	363 375	8 799
▪ Autres	6.3	5 935 597	4 959 607	594 264	5 553 871	5 553 871	4 892 154
	7	17 283 937	16 510 882	606 683	17 117 565	16 975 099	14 636 556
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	8 609 972	8 636 399	15 344	8 651 743	9 490 432	9 811 962
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	45 850	23 455		23 455	23 455	30 814
Autres	10	12 376 401	12 132 194	547 146	12 679 340	12 679 340	12 076 001
Sécurité civile	11	77 084	308 493	3 945	312 438	312 438	522 083
Autres	12	163 669	160 973		160 973	160 973	157 694
	13	21 272 976	21 261 514	566 435	21 827 949	22 666 638	22 598 554
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 570 420	3 190 245	3 615 498	6 805 743	6 805 743	6 882 664
Enlèvement de la neige	15	3 525 855	3 609 315	37 230	3 646 545	3 646 545	2 965 999
Éclairage des rues	16	222 360	136 412	285 290	421 702	421 702	467 297
Circulation et stationnement	17	955 557	737 066	123 364	860 430	860 430	854 973
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 265 378	2 265 378		2 265 378	2 265 378	2 137 149
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	48 000	76 430	347 586	424 016	424 016	406 367
	22	10 587 570	10 014 846	4 408 968	14 423 814	14 423 814	13 714 449

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 061 167	1 814 361	364 196	2 178 557	2 178 557	2 070 711
Réseau de distribution de l'eau potable	24	862 884	925 133	463 223	1 388 356	1 388 356	1 322 848
Traitement des eaux usées	25	3 824 917	3 770 705	1 411 771	5 182 476	5 182 476	4 945 798
Réseaux d'égout	26	956 033	1 162 315	1 508 687	2 671 002	2 671 002	2 368 483
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 078 839	1 023 991		1 023 991	1 023 991	1 601 162
Élimination	28	882 910	938 270		938 270	938 270	825 236
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	922 872	1 072 708		1 072 708	1 072 708	926 374
Tri et conditionnement	30	51 194	4 875		4 875	4 875	516 870
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 255 261	1 194 694		1 194 694	1 194 694	1 644 965
Traitement	32						
Matériaux secs	33	29 118	21 623		21 623	21 623	23 764
Autres	34						301 666
Plan de gestion	35						
Autres	36	346 418	364 031	89 986	454 017	454 017	
Cours d'eau	37		47 638		47 638	47 638	61 155
Protection de l'environnement	38	1 862 061	1 605 164	90 349	1 695 513	1 695 513	1 577 139
Autres	39	188 495	131 318	171 280	302 598	302 598	314 208
	40	14 322 169	14 076 826	4 099 492	18 176 318	18 176 318	18 500 379
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	294 980	272 498		272 498	272 498	261 273
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	294 980	272 498		272 498	272 498	261 273

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations 2025	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 066 487	1 857 226	6 216	1 863 442	1 863 442	1 739 052
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						62 271
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	33 695	29 629		29 629	29 629	33 250
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	145 500	149 759	737	150 496	150 496	141 889
	53	2 245 682	2 036 614	6 953	2 043 567	2 043 567	1 976 462
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	1 323 614	547 548		547 548	547 548	669 367
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 274 551	2 666 392	276 466	2 942 858	2 942 858	2 667 194
Piscines, plages et ports de plaisance	56	939 754	934 389	46 426	980 815	980 815	916 254
Parcs et terrains de jeux	57	2 674 745	2 251 665	1 113 439	3 365 104	3 892 894	4 526 243
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	470 196	19 500		19 500	19 500	985 577
Autres	60	509 711	1 543 989	45 913	1 589 902	1 589 902	342 380
	61	8 192 571	7 963 483	1 482 244	9 445 727	9 973 517	10 107 015
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	1 541 470	612 493		612 493	612 493	842 188
Bibliothèques	63	2 147 014	2 103 629	42 321	2 145 950	2 145 950	2 333 351
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	593 605	1 768 437	302 817	2 071 254	2 071 254	664 000
	67	4 282 089	4 484 559	345 138	4 829 697	4 829 697	3 839 539
	68	12 474 660	12 448 042	1 827 382	14 275 424	14 803 214	13 946 554

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	3 060 388	2 913 369		2 913 369	2 946 292	2 815 171
Autres frais	71						1 660
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	(12 000)	(8 000)		(8 000)	(1 450)	81 073
Autres	73	287 378	290 411		290 411	294 015	325 739
	74	3 335 766	3 195 780		3 195 780	3 238 857	3 223 643
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	10 716 661	11 515 913 (	11 515 913)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	135 319	135 319	108 166
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 060 718	1 060 718	7 654
Usines et bassins d'épuration	3	697 335	697 335	704 618
Conduites d'égout	4	184 965	184 965	216 909
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	499 350	499 350	1 520 883
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 302 988	4 302 988	209 230
Aires de stationnement	9	160 637	160 637	88 464
Parcs et terrains de jeux	10	1 330 314	1 330 314	1 504 970
Autres infrastructures	11	87 701	87 701	1 584 291
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 579 956	1 579 956	312 887
Édifices communautaires et récréatifs	14	537 358	563 654	456 676
Améliorations locatives	15	421 792	441 039	11 532
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	607 499	751 011	1 506 015
Ameublement et équipement de bureau	18	604 392	649 699	456 576
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 980 556	3 026 804	562 894
Terrains	20	26 000	26 000	2 100
Autres	21		25 334	6 598
	22	15 216 880	15 522 824	9 260 463

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	135 319	135 319	108 166
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 060 718	1 060 718	7 654
Usines et bassins d'épuration	3	697 335	697 335	704 618
Conduites d'égout	4	184 965	184 965	216 909
Autres infrastructures	5	6 380 990	6 380 990	4 907 838
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	6 757 553	7 063 497	3 315 278
	12	15 216 880	15 522 824	9 260 463

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 641 948	2 180 639	2 922 187	6 900 400
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	65 269 723	14 637 657	14 967 630	64 939 750
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	72 911 671	16 818 296	17 889 817	71 840 150
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 907 782		305 101	4 602 681
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	4 907 782		305 101	4 602 681
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	4 907 782		305 101	4 602 681
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 907 782		305 101	4 602 681
	19	77 819 453	16 818 296	18 194 918	76 442 831
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	77 819 453	16 818 296	18 194 918	76 442 831

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	75 740 000	77 188 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	5 560 707	3 741 494
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 617 697	351 604
Débiteurs	8	4 602 681	4 907 784
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	75 080 329	75 670 106
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13	923 718	933 618
Endettement net à long terme	14	76 004 047	76 603 724
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	837 620	581 468
Autres organismes	17	5 561 000	5 184 000
Endettement total net à long terme	18	82 402 667	82 369 192
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	82 402 667	82 369 192
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	80 892	83 107	83 115	73 435
Sécurité publique					
Police	4	8 320 492	8 320 493		363
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 265 378	2 265 378	2 265 378	2 137 149
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	9 140	9 397	9 397	5 918
Santé et bien-être					
Habitation	16	260 335	272 498	272 498	261 273
Autres	17	4 640			
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21	173 714	174 529	174 529	173 850
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	133 856	137 880	137 880	135 153
Activités culturelles	23	133 856	137 880	137 880	135 152
Réseau d'électricité	24				
	25	11 382 303	11 401 162	3 080 677	2 922 293

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	15 216 880	8 988 891
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	15 216 880	8 988 891

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	69,00	35,00	129 428,00	8 660 880	2 168 962	10 829 842
Professionnels	2						
Cols blancs	3	117,00	32,25	186 407,00	7 892 480	1 976 530	9 869 010
Cols bleus	4	106,00	39,75	179 998,00	5 778 855	1 447 211	7 226 066
Policiers	5						
Pompiers	6	45,00	42,00	117 045,00	5 397 813	1 351 786	6 749 599
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	337,00		612 878,00	27 730 028	6 944 489	34 674 517
Élus	9	9,00			706 112	207 529	913 641
	10	346,00			28 436 140	7 152 018	35 588 158

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	53 292				53 292
Traitement des eaux usées	4	40 584				40 584
Réseaux d'égout	5	130 771				130 771
Autres	6	3 647 316	156 716	129 878	25 920	3 959 830
	7	3 871 963	156 716	129 878	25 920	4 184 477

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	229 081	203 834
	4	229 081	203 834
Sécurité publique			
Police	5	14 851	16 181
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	67 936	80 850
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	82 787	97 031
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 348 680	1 358 732
Enlèvement de la neige	12	12 778	8 608
Autres	13	165 115	122 714
Transport collectif	14		
Autres	15	23 766	19 614
	16	1 550 339	1 509 668
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	65 028	78 345
Réseau de distribution de l'eau potable	18	168 693	176 732
Traitement des eaux usées	19	372 640	361 574
Réseaux d'égout	20	281 208	286 542
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	12 834	
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	40 703	43 390
Autres	26	36 048	20 168
	27	977 154	966 751
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	43 142	39 424
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	43 142	39 424
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	10 678	8 998
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	4 318	4 534
	37	14 996	13 532
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	139 735	150 918
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	9 406	10 626
Autres	40	149 140	119 754
	41	298 281	281 298
Réseau d'électricité			
	42		
	43	3 195 780	3 111 538

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Christine Beaudette	1.1	Maire	119 973	20 261	28 119	34
Maude Whittom / District 1	1.2	Conseiller	42 053	20 171	250	
Simon Sesto Cifola / District 2	1.3	Conseiller	38 597	18 939		
Josée Perrier / District 2	1.4	Conseiller	2 225	1 113		
Camille Joli-Coeur / District 3	1.5	Conseiller	36 679	18 331		
Chantal Vaillancourt / District 3	1.6	Conseiller	3 271	1 636		
Jonathan Laurier Thibault / District 4	1.7	Conseiller	42 185	20 204		
Jean-Daniel Kaeser / District 5	1.8	Conseiller	46 394	20 204		
Karine Laramée / District 6	1.9	Conseiller	37 672	18 476	1 250	
Cindy Germain / District 6	1.10	Conseiller	3 271	1 636		
Jean-François Hecq / District 7	1.11	Conseiller	37 672	18 476		
Patrick Thifault / District 7	1.12	Conseiller	3 415	1 708		
Lori Doucet / District 8	1.13	Conseiller	47 257	20 072	5 453	222
	2		460 664	181 227	35 072	256

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 4 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 3 283 044 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 _____ 30 859 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 _____ 1 483 270 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 214 184 \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

Numéro du règlement	Assiette	Redevance
RV-1674	1 982 123.00	214 184 \$

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 64 044 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72 ☒ ☐

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ 1 \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

76 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

77 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

78 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

79 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

80 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

81 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

82 _____ \$

Systèmes de drainage

83 _____ \$

Abords de routes

84 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

85 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

86 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

87 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

88 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 _____ 2019-11-600

- b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2019-11-05

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 94 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 95 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | 1 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|--|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black; text-align: center; margin-left: 20px;" type="checkbox" value="X"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒
☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☒
☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒
☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐
☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐
☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐
☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐
☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐
☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 André Lapointe

Adresse courriel du directeur général

10 alapointe@ville.boisbriand.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-16

Nom du signataire : Edyth Ariane Lavoie

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2026-06-22

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-22 09:36

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2025 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	89 202 088	89 836 012	96 382 295	11 226 511	97 483 181
Investissement	2	927 781		552 564		552 564
	3	90 129 869	89 836 012	96 934 859	11 226 511	98 035 745
Charges	4	86 591 934	92 534 401	91 332 915	11 392 715	92 600 005
Excédent (déficit) lié aux activités	5	3 537 935	(2 698 389)	5 601 944	(166 204)	5 435 740
Moins : revenus d'investissement	6 (	927 781)(	)(	552 564)(	)(	552 564)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 610 154	(2 698 389)	5 049 380	(166 204)	4 883 176
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	11 340 540	10 716 661	11 515 913	367 375	11 883 288
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	9 138 627)(	9 600 751)(	9 411 063)(	192 126)(	9 603 189)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	271 775)(	193 002)(	541 988)(	32 574)(	574 562)
Excédent (déficit) accumulé	12	(884 693)	1 775 481	261 662	178 047	439 709
Autres éléments de conciliation	13	74 688		19 877	4 604	24 481
	14	1 120 133	2 698 389	1 844 401	325 326	2 169 727
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 730 287		6 893 781	159 122	7 052 903

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025	2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	50 976 110	57 785 516	58 678 331
Débiteurs	2	21 183 092	18 382 943	18 422 530
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	199 535	221 470	249 809
Autres	5	1 388 700	1 469 700	906 726
	6	73 747 437	77 859 629	78 257 396
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	18 323 146	21 864 649	22 547 049
Revenus reportés	10	3 766 701	4 309 413	4 327 768
Dette à long terme	11	76 963 282	75 324 979	76 027 810
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			773 024
Autres	13	335 000	335 000	335 000
	14	99 388 129	101 834 041	103 237 627
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(25 640 692)	(23 974 412)	(24 980 231)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	199 963 545	203 664 512	205 135 662
Autres	17	1 005 158	1 239 855	1 402 945
	18	200 968 703	204 904 367	206 538 607
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	20 219 360	21 908 010	22 430 550
Excédent de fonctionnement affecté	20	7 647 018	7 630 462	7 829 595
Réserves financières et fonds réservés	21	6 698 419	8 384 633	8 449 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	)(	807 584)(
Financement des investissements en cours	23	13 035 180	10 177 307	10 029 204
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	127 728 034	132 829 543	133 626 714
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	175 328 011	180 929 955	181 558 376

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Programme triennal d'immobilisations	1.1	3 000 000	3 281 900
▪ Équilibre budgétaire	1.2	1 693 327	1 487 080
▪ Fonds de soutien à la communauté	1.3	1 154 138	1 159 538
▪ Transport collectif	1.4	371 461	718 500
▪ Fonds climat et développement durable	1.5	1 246 250	1 000 000
▪ Projets en cours	1.6	165 286	
	2	7 630 462	7 647 018
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	199 133	257 805
	4	7 829 595	7 904 823
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5	339 140	246 502
Autres			
▪ Renouvellement et mise aux normes des infrastructures municipales	6.1	1 535 673	1 228 003
▪ Déneigement	6.2	390 416	131 537
▪ Matières résiduelles	6.3	501 707	520 129
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	4 000 000	4 000 000
Organismes contrôlés et partenariats	9	64 956	33 738
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	1 617 697	351 604
Organismes contrôlés et partenariats	11	308	
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		220 644
Autres			
▪	15.1		
	16	8 449 897	6 732 157
	17	16 279 492	14 636 980

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	75 080 329	75 670 106
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	82 402 667	82 369 192

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	64 939 750	65 269 723
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 900 400	7 641 948
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 602 681	4 907 782
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	76 442 831	77 819 453

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	70 476 051	72 721 150	73 327 307	73 327 307
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 023 635	1 114 182	1 117 942	1 117 942
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 126 731	3 948 202	3 921 408	4 034 446
Services rendus	16	3 225 636	2 935 347	4 209 936	5 111 780
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	10 291 056	8 501 129	12 174 524	12 124 433
Autres	18	1 058 979	616 002	1 631 178	1 767 273
	19	89 202 088	89 836 012	96 382 295	97 483 181
Investissement					
Taxes	20			55 349	55 349
Quotes-parts	21				
Transferts	22	766 656		263 069	263 069
Autres	23	161 125		234 146	234 146
	24	927 781		552 564	552 564
	25	90 129 869	89 836 012	96 934 859	98 035 745

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2025	2024
Administration générale	1	17 283 937	16 510 882	606 683	17 117 565	16 975 099	14 636 556
Sécurité publique							
Police	2	8 609 972	8 636 399	15 344	8 651 743	9 490 432	9 811 962
Sécurité incendie	3	12 422 251	12 155 649	547 146	12 702 795	12 702 795	12 106 815
Autres	4	240 753	469 466	3 945	473 411	473 411	679 777
Transport							
Réseau routier	5	8 274 192	7 673 038	4 061 382	11 734 420	11 734 420	11 170 933
Transport collectif	6	2 265 378	2 265 378		2 265 378	2 265 378	2 137 149
Autres	7	48 000	76 430	347 586	424 016	424 016	406 367
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	7 705 001	7 672 514	3 747 877	11 420 391	11 420 391	10 707 840
Matières résiduelles	9	4 566 612	4 620 192	89 986	4 710 178	4 710 178	5 840 037
Autres	10	2 050 556	1 784 120	261 629	2 045 749	2 045 749	1 952 502
Santé et bien-être	11	294 980	272 498		272 498	272 498	261 273
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 066 487	1 857 226	6 216	1 863 442	1 863 442	1 739 052
Promotion et développement économique	13	33 695	29 629		29 629	29 629	33 250
Autres	14	145 500	149 759	737	150 496	150 496	204 160
Loisirs et culture	15	12 474 660	12 448 042	1 827 382	14 275 424	14 803 214	13 946 554
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	3 335 766	3 195 780		3 195 780	3 238 857	3 223 643
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	81 817 740	79 817 002	11 515 913	91 332 915	92 600 005	88 857 870
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	10 716 661	11 515 913 (	11 515 913)			
	21	92 534 401	91 332 915		91 332 915	92 600 005	88 857 870

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	927 781	552 564		552 564
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	8 988 891)(	15 216 880)(	305 944)(	15 522 824)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	46 058)(	37 520)(	10 502)(	48 022)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 687 873	8 028 169	503 504	8 531 673
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	271 775	541 988	32 574	574 562
Excédent accumulé	6	5 886 545	6 278 822	35 232	6 314 054
	7	811 244	(405 421)	254 864	(150 557)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 739 025	147 143	254 864	402 007

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14